

Bibliothèque du BIT, CH-1211 Genève 22 1 FEB 1995

P40685/1 (L-SEN) ISN 39261  
SENEGAL. LAWS, STATUTES, ETC. -  
JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUB**OFFICIEL**  
**QUE DU SENEGAL**

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

**ABONNEMENTS ET ANNONCES**

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 130 francs.

**TARIF DES ABONNEMENTS**

	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres Etats de la CEDAO .....	15.000f	31.000f.	-	-
Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. ....	-	-	20.000f.	40.000f.
Etranger : USA, Asie et autres Pays			23.000f	46.000f
Prix du numéro ..... Année courante	600f		Année ant.	700f.
Par la poste : ..... Majoration de 130f			par numéro	
Journal légalisé ..... 900f			Par la poste	-

**ANNONCES ET AVIS DIVERS**

La ligne ..... 1000 francs

Chaque annonce répétée ..... Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte postal ..... 45-20 DAKAR

**SOMMAIRE****PARTIE OFFICIELLE****DECRETS ET ARRETES****MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

17 mars ..... Arrêté ministériel n° 1988 M.A.-CONACILSS portant création et organisation du Relais National « PROCELOS » (RNP) 243

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

2 mars ..... Décret n° 94-226 réglementant l'exercice de la profession d'ajustage de clefs ..... 244

**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE**

28 février ..... Arrêté interministériel n° 1266 fixant la liste des établissements et organismes où des travailleurs exercent des activités professionnelles les exposant à des risques de contamination 245

5 avril ..... Arrêté ministériel n° 2583 portant création de la Commission technique permanente chargée de la révision des listes de médicaments et produits essentiels ..... 246

5 avril ..... Arrêté ministériel n° 2584 portant création d'un Comité technique chargé de la définition d'une stratégie nationale pharmaceutique à long terme ..... 246

**PARTIE NON OFFICIELLE**

Annonces ..... 247

**PARTIE OFFICIELLE****MINISTERE DE L'AGRICULTURE****ARRETE n° 1988 du 17 mars 1994**

portant création et organisation du Relais national

« PROCELOS » (RNP)

Vu la Constitution notamment en ses articles 37 et 65;

Vu la Convention portant création du Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel signé à Ouagadougou le 12 septembre 1973;

Vu le décret n° 78-1091 du 24 novembre 1978 instituant le Comité national du CILSS (CONACILSS);

Vu le décret 93-717 du 1<sup>er</sup> juin 1993, portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n° 93-720 du 2 juin 1993 portant nomination des ministres;

Vu le décret 93-723 du 17 juin 1993 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

**ARRETE :**

Article premier. - Il est créé au Sénégal, le Relais national du Programme de Promotion des Céréales locales au Sahel (PROCELOS).

Art. 2. - Le Relais national PROCELOS a pour objectif principal dans un cadre pluridisciplinaire, la réflexion et l'impulsion des activités relatives à la transformation la commercialisation et à la

du casier judiciaire, datant de moins de trois (3)

ministre de commerce avec mention "« Ajusteur de

réception, le Directeur général de la Sûreté nationale  
ai de trois mois à compter de la date de délivrance  
lépôt par l'autorité administrative locale.

décision sera considérée comme favorable, et  
a être délivrée sur simple présentation du récépissé  
é par un dossier conforme.

que personne ou entreprise autorisée à pratiquer  
doit tenir un registre, côté et paraphé de la première  
ge par l'autorité de Police ou de Gendarmerie  
ompétente. Ce registre doit permettre l'inscription  
uivantes sur chaque client :

om;

de naissance;

u qualité;

et lieu de délivrance de la pièce d'identité présentée;

lef à exécuter (notamment chef de porte, de verrou,  
u, de coffre-fort, de portière de voiture, de contact,

sommaire;

erie, s'il s'agit de clefs de serrures ou de mécanismes  
»;

clefs exécutées;

ourniture.

ns sont faites à l'encre, au jour le jour, sans aucun  
s doivent être approuvées par l'autorité compétente  
premier.

oit être présenté à toute réquisition des autorités de  
armerie.

e personne ou toute entreprise autorisée à pratiquer  
doit placer visiblement, au lieu où elle exerce, un  
uant : « Ajusteur de clefs, autorisation n°  
»

interdite toute exécution ou fourniture de clefs aux  
s de 18 ans et aux personnes dépourvues de pièces

s préjudice des dispositions des articles 135 à 137  
de pénal et des articles 2 et 3 du Code des  
les infractions aux dispositions du présent décret  
ertissement ou un retrait provisoire de l'autorisation  
ession d'ajusteur de clefs, pour une durée maximale  
ar le directeur général de la Sûreté nationale après  
du mis en cause;

écidive, le retrait est définitif après explication de

nt abrogées toutes dispositions contraires au présent  
nt le décret n° 75.708 du 26 juin 1975.

Art. 11. - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et le Garde  
des Sceaux Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui  
les concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au  
journal officiel.

Fait à Dakar le 2 Mars 1994

Abdou DIOUF

Par le Président de la République

Le Premier Ministre

Habib THIAM

## MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 1266 M.E.T.F.P.-M.S.A.S.-  
D.H.S.P.-S.N.U fixant la liste des établissements et organismes  
où des travailleurs exercent des activités professionnelles les  
exposant à des risques de contamination.

Article premier La liste des établissements et organismes publics  
ou privés, de prévention ou des soins, prévus à l'article premier de  
la loi 83.71 du 5 juillet 1983 est fixé comme suit :

- hopitaux;
- cliniques, cabinets médicaux et dentaires et établissements  
apparentés;
- banques et installations de traitement du sang ou de conservation  
d'organes et tissus;
- laboratoires d'analyses médicales et centres de prélèvement;
- sanatoriums;
- dispensaires et unités ambulatoires de consultation ou de  
prévention;
- infirmerie;
- service de premier secours et d'ambulance;
- service médicaux des entreprises;
- tous services médicaux relevant des autres départements minis-  
tériels;
- tout autre service public ou privé exerçant dans le domaine  
médical.

Art. 2. - Les personnes exerçant dans le cadre des établissements  
ou organismes visés à l'article ci-dessus, une activité professionnelle  
les exposant à des risques de contamination, doivent être immunisées  
dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de la Santé et de  
l'Action social, contre la tuberculose, la disphthérie, le tétanos, les  
fièvres typhoïdes et paratyphoïde, la poliomyélite.

Art. 3. - Le Directeur de l'Hygiène et de la Santé publique est  
chargé de l'application des dispositions du présent arrêté.